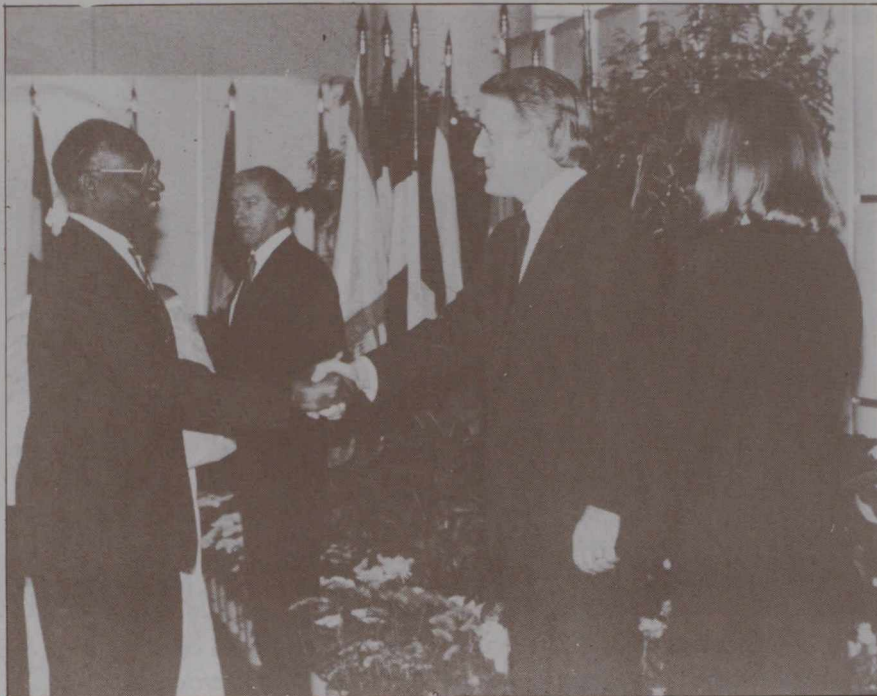




• Le Premier ministre du Canada, le Très Honorable Brian Mulroney, accueille S.E. Sir Dawda Kairaba Jawara, Président de la Gambie, à l'ouverture des travaux du Sommet.

ment acceptable de la question namibienne.

Il a été aussi décidé, à l'exception de la

Grande-Bretagne, de la création d'un comité de ministres des Affaires étrangères pour donner suite aux objectifs

de la déclaration et du programme d'action. Ce comité qui sera présidé par le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada Joe Clark comprendra les ministres des Affaires étrangères de l'Australie, de la Guyane, de l'Inde, du Nigéria, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe. Le comité aura pour objectif de maintenir la pression, au niveau diplomatique, pour mieux concerter l'application des sanctions globales et pour gagner la totalité de la communauté internationale pour la cause de la lutte contre l'apartheid.

Le président de la Zambie Kenneth Kaunda a longuement rendu hommage aux efforts du Premier ministre du Canada le Très Honorable Brian Mulroney pour mettre fin au régime d'apartheid et il a souligné l'importance du voyage en Afrique, en janvier-février 1987, de M. Mulroney pour réunir les pays de la Francophonie, pour la plupart africains.

Aux termes des travaux du Sommet, un long communiqué final a été adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement présents à Vancouver. Ce communiqué traite les questions brûlantes de la politique internationale et démontre les multiples préoccupations des pays membres du Commonwealth. ■

Déclaration de Vancouver sur le commerce mondial

LES leaders du Commonwealth, qui représentent un grand nombre de pays développés et en développement, s'inquiètent profondément devant la montée des mesures protectionnistes à l'échelle mondiale. La multiplication de ces mesures va à l'encontre du but recherché, accroît le risque d'une plus grande instabilité des taux de change et exacerbe les problèmes du développement et de la dette.

Les barrières commerciales nuisent particulièrement aux exportations et aux perspectives de croissance des pays en développement, et diminuent l'aptitude de ces derniers à assurer le service de la dette, facteurs qui tous influent négativement sur les économies des pays industrialisés.

Nous accueillons favorablement les progrès réalisés dans les négociations de la Ronde Uruguay, qui couvrent nombre d'importants sujets. Nous allons chercher à faire en sorte que l'issue de ces négociations soit harmonieuse, afin de rendre le système commercial multilatéral plus ouvert, viable et durable dans une perspective de croissance et de dévelop-

pement. Nous reconnaissons l'importance grandissante des pays en développement dans le système commercial et leur situation d'inégalité. Il importe donc d'accorder une attention spéciale à leurs intérêts dans le cadre convenu de la Ronde Uruguay. Il est essentiel que les engagements de Punta Del Este concernant le *statu quo* et le *démantèlement* soient pleinement respectés.

Nous convenons de l'urgente nécessité de procéder, sur les plans national et international, à une réforme de toutes les politiques agricoles qui perturbent le commerce. Nous demandons instamment que soient prises, dans le contexte de la Ronde Uruguay, des mesures pour réduire l'incertitude, les déséquilibres et l'instabilité qui caractérisent les marchés agricoles mondiaux. Cette action profitera aux pays tant développés qu'en développement.

Un GATT fort, crédible et fonctionnel est essentiel au bien-être de toutes les nations commerçantes et constitue le meilleur rempart contre la marée protectionniste. Un rôle plus

actif dans le maintien d'un système multilatéral ouvert et une meilleure capacité de gestion des différends devraient améliorer le fonctionnement du GATT. Nous espérons que les négociations progresseront suffisamment en ce qui concerne l'agriculture et d'autres sujets clés pour permettre, à mi-parcours, un examen ministériel de la Ronde Uruguay, ainsi que le prévoit la déclaration de Punta Del Este.

Nous nous réjouissons de ce que le secrétariat du Commonwealth accorde aux états-membres une aide dans le domaine commercial, notamment la réouverture à Genève du bureau du conseiller commercial et l'intensification du soutien technique, et demandons au secrétaire général de continuer à accorder la priorité aux travaux en ce domaine.

En outre, les grands Etats du Commonwealth s'engagent à aider les pays en développement. Y compris les petits Etats, grâce à des consultations régulières et à des programmes de formation portant sur la politique commerciale. ■